

Le Monde 6/6 p 3.

Le Sommet des réformateurs de Berlin souligne l'importance de la responsabilité sociale

BERLIN

... de nos envoyés spéciaux ...
« La mondialisation est une réalité économique, sociale et culturelle incontournable : mais nous pouvons la maîtriser collectivement », ont proclamé les quatorze chefs d'Etat et de gouvernement rassemblés vendredi et samedi 2 et 3 juin à Berlin, à l'invitation du chancelier Schröder, pour un sommet élargi des « réformateurs » d'Europe et des Amériques consacré à la recherche d'« un projet politique de progrès pour le siècle nouveau ».

Le déroulé de ce sommet, qui prolongeait celui que les principaux protagonistes du débat sur la « troisième voie » avait eu en novembre 1999 à Florence, avait été taillé sur mesure pour le président américain Bill Clinton, qui, au terme de son deuxième mandat présidentiel, faisait ses adieux à l'Europe. Cela en a quelque peu dénaturé l'objet et les débats de fond ont été largement occultés pour les besoins de l'agenda du président américain, qui a quitté directement Berlin samedi dès l'issue des travaux pour Moscou, où il avait rendez-vous avec les dirigeants russes.

On retiendra surtout du document final qu'il entérine d'une certaine manière la bataille sur la « troisième voie » que le président Clinton avait lancé au début de sa présidence et

qui avait ensuite été popularisée par le premier ministre britannique Tony Blair. L'absence de ce dernier, pour cause de... congé parental, était symbolique. Le terme de « troisième voie », encore omniprésent lors de la rencontre de Florence, n'apparaît plus cette fois dans les conclusions. Sans doute symbolisait-il trop, pour certains dirigeants de la nouvelle gauche mondiale, surtout dans les pays émergents, un appel au laisser-faire contre lequel le président brésilien Antonio Cardoso avait mis en garde dès le sommet de Florence.

« DIFFÉRENTES VOIX »

Le communiqué de Berlin reconnaît la nécessité que mener « une action de progrès » suppose aujourd'hui « de nouvelles méthodes de gouvernance moderne ». Mais, en même temps, il souligne que la mondialisation suppose une solidarité qui doit s'organiser. « L'économie de marché doit aller de pair avec la responsabilité sociale », indique-t-il. Alors que les chances sont fortes de voir aux Etats-Unis un retour en force des conservateurs avec le républicain George W. Bush, favori des sondages pour les élections de novembre, le rappel n'est sans doute pas inutile. Mais il témoigne aussi du consensus en train d'émerger entre les dirigeants de gauche et de centre

gauche et de centre gauche sur la nécessité de ne pas oublier l'importance du volontarisme politique dans la résolution des problèmes de la nouvelle économie. Les difficultés que rencontre le gouvernement de Tony Blair en Grande-Bretagne sont là pour témoigner que l'insistance des Anglo-Saxons sur la prééminence du marché a aussi ses limites. Lors de la réunion des experts qui a précédé le sommet vendredi, un des conseillers de M. Blair a reconnu, selon un des participants français, que les choses n'étaient pas si simples.

Lionel Jospin, après avoir été souvent présenté comme le mauvais élève de la classe, pouvait savourer samedi une certaine revanche. « Il n'y a pas une seule voie, mais différentes voies pour la recherche de voies communes », a-t-il lancé au cours de la conférence de presse finale, insistant en anglais : « different voices, common ways ». De fait, comme il l'a toujours défendu, le sommet de Berlin souligne l'importance des « responsabilités majeures » que tout Etat national doit assumer dans le contexte de la mondialisation. Et il affirme que, pour permettre l'émergence d'« une communauté internationale fondée sur des valeurs partagées », il faut « créer un nouveau pacte social international ».

**Henri de Bresson
et Arnaud Leparmentier**

Les « modernisateurs » de la gauche mondiale se réunissent à Berlin... sans Tony Blair

La lune de miel entre l'Allemagne et le Royaume-Uni s'estompe

Treize dirigeants de gauche et de centre gauche, dont Bill Clinton et Lionel Jospin, se réunissent vendredi pour le deuxième sommet du genre.

Sept mois après celui de Florence, marqué par le manifeste germano-britannique sur la modernisation de la social-démocratie, l'élan de la « troi-

sième voie » n'est plus le même. Au menu : société civile et politique, nouvelle économie ou encore la définition d'un Etat moderne.

BERLIN

de notre correspondant

Sept mois après le sommet de Florence, qui avait réuni, à l'invitation de l'ex-président du Conseil italien Massimo D'Alema, l'Américain Bill Clinton, le Britannique Tony Blair, l'Allemand Gerhard Schröder, le Français Lionel Jospin et le Brésilien Fernando Cardoso, le deuxième sommet des « modernisateurs » devait s'ouvrir vendredi 2 juin à Berlin dans une formule élargie.

Treize dirigeants de gauche et de centre gauche venus de quatre continents - il n'y a pas d'Asiatique -, dont Lionel Jospin et Bill Clinton, ont répondu à l'invitation du chancelier allemand. Le président américain, qui poursuit sa tournée européenne, est arrivé jeudi soir à Berlin, où il s'est entretenu avec plusieurs dirigeants politiques allemands, dont l'ex-chancelier Helmut Kohl.

« CONGÉ DE PATERNITÉ »

Le grand absent de cette grand-messe est Tony Blair. Un an après la publication du « manifeste » qu'il avait signé avec le chancelier allemand sur la modernisation de

la social-démocratie, le premier ministre britannique n'a pas pu se déplacer - « pour cause de congé de paternité », assure-t-on du côté britannique. Le sommet, prévu début mai, avait déjà été reporté à la demande de Tony Blair pour cause d'élections municipales britanniques. La lune de miel entre MM. Schröder et Blair serait-elle parvenue à son terme ?

De fait, le contexte a profondément changé depuis le manifeste. Certaines des idées de Tony Blair se sont imposées en Europe, comme l'a montré le dernier sommet européen de Lisbonne, en mars, sur les perspectives économiques et sociales de l'Union. Mais l'effet Blair « finit par s'user », commente un observateur français. Sa capacité d'entraînement est moins évidente, d'autant que M. Schröder a largement entamé la modernisation de son parti et que l'image de M. Jospin bénéficie des succès économiques de la France.

Le chancelier allemand, qui s'interrogeait sur la nécessité de remplacer le couple franco-allemand par un triangle franco-germano-britannique, n'a plus, pour son ho-

mologue d'outre-Manche, les yeux de Chimène. Son côté précheur finit par irriter, entend-on à Berlin, et les résultats de sa politique se font attendre. « Il passe son temps à nous expliquer ce qu'est une politique moderne, mais il ne fait pas grand-chose chez lui », note un fonctionnaire allemand, évoquant l'épidémie de grippe qui a confirmé l'état déplorable du système de santé britannique.

M. Schröder est agacé, poursuit ce fonctionnaire, par l'activisme dispersé de son homologue britannique, qui a fait de la théorie politique avec lui, construit l'Europe de la défense avec les Français et défend le libéralisme économique avec l'Espagnol José Maria Aznar.

« UN PROJET PROGRESSISTE »

L'Allemagne a fini par s'apercevoir qu'au sommet européen de Berlin de mars 1999 sur la réforme des finances européennes, la Grande-Bretagne n'avait pas fait plus de concessions que les Français, et que le dossier de l'harmonisation fiscale reste désespérément bloqué. Plus généralement, les relations entre les deux pays se

sont compliquées avec le raid hostile du britannique Vodafone sur Mannesmann et l'abandon par BMW de Rover. S'agissant même de la fusion des Bourses de Francfort et Londres, les Allemands craignent finalement qu'elle ne soit pas aussi favorable à leurs intérêts qu'espéré.

Sans Tony Blair, sans grand débat idéologique, l'intérêt du sommet des modernisateurs est assez réduit. La réunion de Florence, qui avait donné lieu à de grandes déclarations publiques, avait au moins l'avantage d'être la première du genre. Celle de Berlin aura lieu à huis clos, à la chancellerie. Parmi les thèmes prévus : relations entre société civile et politique, intégration des pays dans la nouvelle économie ou encore définition d'un Etat moderne.

« L'idée est de montrer qu'il y a un projet progressiste, pas seulement européen, mais global face à la mondialisation », explique-t-on à la chancellerie. « Il convient de montrer qu'en France le gouvernement ne débat pas seulement avec la droite, en Allemagne pas seulement avec les chrétiens-démocrates, mais que l'on discute à l'échelon mondial. On ne se compare plus avec l'opposition de son pays mais avec un pays frère », souligne un organisateur allemand.

Aucune surprise, donc, n'est à attendre : le communiqué final, auquel Matignon a participé activement, a été rédigé dans sa version définitive avant le début du sommet. Celui-ci devrait d'ailleurs être éclipsé par les préparatifs du voyage du président américain, qui s'envole samedi à Moscou.

Arnaud Leparmentier